

Direction Inspection Contrôle Audit

Dijon, le 28 FEV. 2024

Le directeur général de l'agence régionale de santé  
à

Madame la présidente de la SAS COLISEE FRANCE  
7 Allée Haussmann  
33070 BORDEAUX CEDEX

**RAR N° 2C 177 079 7586 9**

**Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 710010430 - EHPAD RESIDENCE AKESIS – DRACY-LE-FORT**

**PJ : tableau des mesures définitives**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 21 décembre 2023, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 30 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux prescriptions et recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.



Cette échéance passée, aucun élément de réponse et/ou commentaire éventuel de votre part a été transmis à mes services.

Aussi, par le présent courrier et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 21 décembre 2023, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

ARS Bourgogne-Franche-Comté  
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex  
Tél. : 0808 807 107 - Site : [www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr](http://www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr)



J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures afin de garantir pleinement au sein de votre structure, les conditions d'organisation et de fonctionnement assurant la santé et la sécurité des résidents et de prévenir la survenue de dysfonctionnements.

Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par :   


D'autre part, afin de faciliter la mise en œuvre des mesures au sein de votre établissement, je vous invite à consulter le site internet de l'ARS où une boîte à outils a été élaborée en partenariat avec les structures régionales d'appui pour la semaine de la sécurité des patients 2023. Elle comporte notamment **un kit de signalement et de la déclaration des événements indésirables associés ou non aux soins**. Cet outil est à votre disposition et vise vous aider à déployer ou à conforter cette démarche dans votre structure et à sensibiliser les professionnels au signalement.

<https://www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr/boite-outils-ssp>

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé et des solidarités,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Copie à :

Madame la Directrice  
EHPAD RESIDENCE AKESIS  
ZA LA TUILERIE  
71640 DRACY-LE-FORT

**Tableau des mesures définitives**  
**Prescriptions**

Date de mise à jour  
des mesures : 15/02/2024  
Coordonnateur : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD RESIDENCE AKESYS  
Adresse : ZA LA TILLERIE  
Code postal : 71640  
Commune : DRACY-LE-FORT

Prescriptions									
Nb	Libellé	Fondement juridique	Délai	Éléments de preuve à fournir	Référence rapport E/N	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations	
1	Elaborer un projet d'établissement afin de se mettre en conformité avec l'article L311-8 du CASP, ou transmettre le document si ce dernier existe et est en cours de validité.	Articles L311-8 du CASP et D311-38 du CASP	6 mois	Projet d'établissement en cours de validité et validé par les différentes instances	E1			Absence de réponse du gestionnaire. La prescription n° 1 est maintenue et notifiée	
2	En matière de gestion opérationnelle des événements indésirables, mettre en place une réflexion institutionnelle interne, en y associant l'ensemble du personnel, portant sur le pilotage des EIG(AS) conformément à la réglementation en vigueur : 1/ Une définition précise des événements à signaler sans délai aux autorités administratives compétentes connue par tout professionnel de l'établissement, direction comprise ; 2/ Une organisation au sein de l'établissement permettant de s'assurer que tous les EI et EIG sont signalés en interne, le cas échéant aux autorités administratives compétentes ; 3/ La mise à jour des process de signalements et la mise en place d'outils permettant de garantir une systématisation de ces signalements par le personnel ; 4/ La mise en place d'un logiciel dédié au signalement ; 5/ La formalisation et la communication des comptes rendus de Retex mentionnant les recherches des causes, sans d'amélioration, suivi mis en œuvre ainsi que les modalités de retour à l'ensemble des professionnels, et les modalités de soutien et d'accompagnement des professionnels ; 6/ La systématisation auprès du personnel du retour d'information portant sur les événements indésirables signalés par les professionnels de l'établissement ; 7/ L'information régulière au conseil de vie sociale de l'établissement des dysfonctionnements et événements qui affectent l'organisation ou le fonctionnement de la structure, de la nature de ces dysfonctionnements ou événements, ainsi que des dispositions prises ou envisagées pour remédier à cette situation et en éviter la reproduction.	Décret N° 2016-1606 du 25/11/2016 Instruction DGS du 17 février 2017 Article L311-8-1 du CASP Article R335-10 du CASP	6 mois	Ordres du jour et compte rendus des CVS jusqu'à fin 2024 Modalités de pilotage des EIG(ES)	E2, E3, E4, E5 R7, R8			Absence de réponse du gestionnaire. La prescription n° 2 est maintenue et notifiée	

**Tableau des mesures définitives  
Recommandations**

Date de mise à jour des mesures : 15/02/2024  
Coordonnateur :

Nom établissement : EHPAD RESIDENCE AKESIS  
Adresse : ZA LA TUILERIE  
Code postal : 71640  
Commune : DRACY-LE-FORT

Recommandations					
Nb	REF	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Observations
1		Mettre en place un pilotage et une démarche institutionnelle de la politique d'amélioration de la qualité au sein de l'établissement.		R1	La recommandation n° 1 est maintenue et notifiée
2		Identifier au sein de l'établissement un référent qualité avec un temps dédié afin d'assurer efficacement le pilotage et le suivi de la démarche qualité en place		R2	La recommandation n° 2 est maintenue et notifiée
3		Mettre périodiquement le sujet de la maltraitance à l'ordre du jour des séances du CVS dans le respect des recommandations de bonnes pratiques de l'HAS	RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la	R3	La recommandation n° 3 est maintenue et notifiée
4		Mettre en place des outils de communication/information formalisés auprès des salariés sur la démarche qualité et la gestion des risques permettant d'affirmer l'appropriation du dispositif par ces derniers et de donner du sens au processus de gestion des risques.		R4	La recommandation n° 4 est maintenue et notifiée
5		Mettre en place au sein de l'établissement une formation spécifique portant sur la prévention de la maltraitance et associant l'ensemble des professionnels en prenant en compte les RBPP formulées par l'HAS.	RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance. HAS, 2008	R5	La recommandation n° 5 est maintenue et notifiée
6		Prévoir et inclure dans le plan de formation davantage de thématiques sur la gestion des risques en secteur médico-social qui doit notamment comporter la prévention des chutes, des fugues, du suicide, la prise en charge médicamenteuse, la prise en charge de la douleur, de manière régulière et à destination de l'ensemble des personnels.	RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance. HAS, 2008	R6	La recommandation n° 6 est maintenue et notifiée